

NOVEMBRE EST LE MOIS DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ANNUELLES DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES FRANCOPHONES :

Retrouvez dans ce numéro celle du Conseil scolaire francophone provincial en **PAGE 5**, celle du Gaboteur en **PAGE 6**, et celles de la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador et de Franco-Jeunes en **PAGE 7**.



Le Gaboteur 35

www.gaboteur.ca

CONVENTION DU SERVICE
POSTE-PUBLICATIONS 40050438

VOL. 36 | N° 04

18 novembre 2019

2,50 \$ (taxes incluses)

L'urgence climatique votée à St. John's

Découvrez les engagements des autres villes de la province en matière de protection du climat.

3



Photo Étienne Vuillaume



Retrouvez les premières images de la soirée de départ à la retraite de l'actuelle directrice générale du Gaboteur, Jacinthe Tremblay, en **page 4** et toutes les photos de la soirée FIESTA sur [www.gaboteur.ca!](http://www.gaboteur.ca)

Naissance de la première bière franco-terre-neuvienne

2

Cyrilda Poirier, récipiendaire du Prix Roger-Champagne 2019

7

Radio Rafale refait parler d'aller après les assemblées générales annuelles

10

ENTREPREUNARIAT

La bière réunit les îles de Terre-Neuve et Miquelon

Une nouvelle bière sera bientôt lancée dans l'archipel de Saint-Pierre et Miquelon. Particularité? La « French Pale Ale », créée en septembre dernier, dans la péninsule terre-neuvienne de Bonavista, est née de la collaboration entre la brasserie Port Rexton et la Brasserie Artisanale de l'Anse de Miquelon.

Anaïs Hébrard

En Europe, depuis plusieurs années et après avoir été délaissée au profit d'autres alcools, la bière est revenue à la mode, avec une prédilection pour les bières de microbrasseries. C'est dans ce contexte que la Brasserie Artisanale de l'Anse a vu le jour à Miquelon, grâce à Laura Bertrand et Gwenaël Michel. Tous deux se sont lancés dans l'aventure, portés par la passion du brassage, une découverte faite en France avec des amis. Une fois installés à Miquelon, il n'y eut qu'un pas à franchir, de la passion à la création d'une entreprise. Pour le plus grand bonheur des amateurs de bière de l'archipel!

Une première médaillée

Alors qu'ils n'ont aucune idée de la manière dont sera accueilli leur produit, les jeunes entrepreneurs démarrent la fabrication du précieux liquide. Comme dit Laura : « dans le flou ». Ainsi est née une première bière blonde

au nom évoquant l'amitié à partager sans compter et l'île de Miquelon : La Miqu'ale. Succès immédiat et inattendu! En effet, la population a répondu à l'appel de cette nouvelle mousse.

Outre le fait qu'elle corresponde à l'engouement du consommateur local, elle a tout d'une grande bière : arômes, bulles légères et étiquette originale. Une médaille de Bronze a couronné son succès au France bière challenge, catégorie blonde française en 2019. D'autres nouvelles-nées rejoignent rapidement la première création : une rousse, une blanche, une stout et une IPA, très prisée actuellement des connaisseurs.

Aventure franco-canadienne

Forts de leur succès mérité, Laura et Gwenaël, enthousiastes, décident donc d'embarquer dans une nouvelle aventure qui leur est proposée: créer une boisson grâce à un partenariat avec les responsables de la brasserie terre-neuvienne Port Rexton Brewing. Pour cela, les deux propriétaires de cet établissement se sont dé-



Photo : Courtoisie de la Brasserie artisanale de l'Anse

Composée de malts pilsner et biscuit, de houblon français Strisselspalt, Mistral et Bouclier, la French Pale Ale présente des notes de rose, de melon, d'herbe avec des nuances subtiles d'épices / de fleurs et une amertume persistante!

placés à Miquelon pour envisager une entreprise innovante : le brassage d'une bière éphémère de collaboration.

Grâce à l'aide notable de la Collectivité Territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et de l'organisme Legendary Coasts of Eastern Newfoundland, cette nouvelle boisson est née. Une production de mille litres s'est écoulée des

cuves de Port Rexton, partagée entre les deux producteurs et donc...les deux pays!

Les houblons proviennent d'Alsace, région emblématique de production de bière et les malts sont aussi tricolores. Le contenant, une cannette de métal, est typiquement canadien. Ses arômes floraux agrémentés d'une note fumée seront sans doute

l'accompagnement idéal de mets locaux des deux régions. Plus simplement, elle accompagnera une chaleureuse soirée entre amis.

Alors qu'elle est déjà présente à St John's dans la boutique de la Port Rexton Brewing, elle ne va pas tarder à « traverser l'Atlantique » jusqu'à Saint-Pierre-et-Miquelon pour briller au Salon des métiers d'arts de Saint-Pierre, les 22 et 23 novembre, au Marché de Noël de Miquelon, le 1er décembre, ainsi qu'en vente directe à la Brasserie de l'Anse! Bientôt Noël : pourquoi ne pas offrir ce breuvage, la French Pale Ale collaborative, cadeau à la fois original et international, symbole de convivialité et de plaisir?

« L'an prochain sans doute », dit Laura, « ce seront aux cuves de Miquelon de produire une nouvelle bière de collaboration 2020. Avec nos nouvelles amies de Terre-Neuve ! »

Le point de vente de la brasserie Port Rexton à St. Johns est situé au 286, rue Torbay.

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2019

Qui sont les élus issus des communautés francophones?

Parmi les 338 députés élus, 14 francophones ont remporté des sièges à l'extérieur du Québec – 12 libéraux, une néodémocrate et un conservateur. On en comptait aussi 14 en 2015 mais deux nouveaux venus débarquent sur la scène politique fédérale.

Guillaume Deschênes-Thériault

FRANCOPRESSE

Dans l'Ouest

L'Ouest canadien ne compte plus qu'un seul député francophone, alors qu'ils étaient trois lors de la dernière législature. Il s'agit du libéral Dan Vandal, qui conserve la circonscription de Saint-Boniface — Saint-Vital pour un second mandat. Robert Falcon-Ouellette de Winnipeg, qui a commencé la campagne en très bonne posture, a finalement perdu son siège aux mains du NPD. Le Franco-Albertain Randy Boissonnault a lui aussi été défait, mais par son adversaire conservateur.

En Ontario

Six Franco-Ontariens ont été élus, comparativement à cinq en 2015. Le député libéral sortant de Gengarry — Prescott — Russell, Francis Drouin, obtient un second

mandat. Il faisait face au conservateur Pierre Lemieux qui tentait un retour aux Communes. La libérale Mona Fortier, élue lors d'une partielle dans Ottawa-Vanier en 2017 à la suite du décès de Mauril Bélanger, a conservé son siège. Marie-France Lalonde, ancienne ministre provinciale des Affaires francophones de l'Ontario, a gagné son pari et a permis au Parti libéral de conserver la circonscription d'Orléans.

Dans le nord de l'Ontario, le député sortant Marc Serré l'a emporté contre un candidat vedette des néodémocrates, Stef Paquette, à Nickel Belt. Le libéral Paul Lefebvre conserve aussi son siège dans Sudbury. Dans la circonscription d'Algoma — Manitoulin — Kapuskasing, la néodémocrate Carol Hughes a obtenu un quatrième mandat de manière décisive, avec plus de 40 % des voix.

En Atlantique

Au Nouveau-Brunswick, les cinq Acadiens élus en 2015 retournent

aux Communes. Dominic LeBlanc a été réélu dans Beauséjour pour un septième mandat, mais avec une majorité considérablement réduite par rapport à celle de 2015 en raison de la bonne performance de la candidate verte. Il n'a pas été en mesure de faire campagne lui-même puisqu'il suivait des traitements contre le cancer. Tout porte à croire qu'il occupera à nouveau des fonctions ministérielles lorsque son état de santé le lui permettra.

Dans Moncton — Riverview — Dieppe, Ginette Petitpas Taylor a obtenu un second mandat. Lors du remaniement ministériel d'août 2017, elle a accédé au cabinet à titre de ministre de la Santé. Elle devrait recevoir à nouveau un appel de Justin Trudeau dans les prochaines semaines.

Dans le Nord de la province, les députés libéraux sortants Serge Cormier dans Acadie-Bathurst et René Arseneault dans Madawaska — Restigouche ont facilement été réélus. Le libéral Pat Finnigan a finalement conser-

vé la circonscription de Miramichi — Grand Lake, après une chaude lutte avec son adversaire conservatrice qui le devançait dans les sondages depuis le début de la campagne.

En Nouvelle-Écosse, l'ancien député et ministre provincial Chris d'Entremont a été élu sous la bannière conservatrice dans la circonscription de Nova-Ouest. Il sera le seul Acadien au sein de l'opposition officielle. Darrell Samson, président du caucus libéral des communautés de langue officielle en situation minoritaire durant la dernière législature, obtient un second mandat dans la circonscription de Sackville-Preston-Chezzetcook,

Les francophiles

Plusieurs députés francophiles ont aussi été élus, tels que le libéral Anthony Rota dans Nipissing-Timiskaming, la conservatrice Stephanie Kusie dans Calgary Midnapore en Alberta et la néodémocrate Niki Ashton dans Churchill-Keewatinook Aski au Manitoba.



Photo : Page Facebook de Chris d'Entremont

Le nouveau député Chris d'Entremont est le seul Acadien au sein de l'opposition officielle conservatrice à la Chambre des Communes.

Au moment de publier ces lignes, un peu moins d'un mois après les élections, il est encore difficile de déterminer qui, parmi l'ensemble des élus à travers le pays, est en mesure de s'exprimer en français. Certains se sont manifestés comme francophiles: c'est le cas du néodémocrate Peter Julian, député de New Westminster-Burnaby, en Colombie-Britannique, depuis 2004.

ENVIRONNEMENT

St. John's vote l'urgence climatique

Le 4 novembre, le conseil municipal de St. John's s'est joint à plus de 460 autres villes du Canada en votant à l'unanimité l'urgence climatique. Une résolution qui impose à la ville de prendre des mesures pour atténuer ou anticiper le changement climatique en amont de chaque décision.

Cody Broderick

Par sa taille et avec cette déclaration d'urgence climatique, St. John's devient la ville chef de file en matière de lutte contre les changements climatiques à Terre-Neuve-et-Labrador. L'occasion pour *Le Gaboteur* de faire un tour des autres municipalités de la province pour savoir si elles comptent suivre l'exemple de la capitale.

À Labrador City, Mount Pearl, Fogo, et Grand Falls-Windsor, aucune déclaration d'urgence climatique n'est encore prévue par aucun de ces conseils municipaux.

Bien qu'il n'y ait pas de discussion formelle au sujet d'un vote de conseil municipal pour déclarer une urgence climatique, l'environnement est en revanche une priorité pour plusieurs municipalités dans la province:

À Portugal Cove-St. Philips, un coordonnateur des changements climatiques et un comité consultatif sur l'environnement composé de membres du personnel municipal travaillent actuellement sur trois projets d'adaptation et d'atténuation du changement climatique.

À Stephenville a créé ces dernières semaines un comité sur les initiatives vertes, et les conseillers municipaux auront bientôt des discussions sur les

projets environnementaux à venir en 2020.

À Corner Brook aussi, la ville a récemment adopté un plan d'action local pour le climat qui marque l'achèvement de l'étape 3 de son engagement à l'égard du cadre des Partenaires dans la protection du climat.

À Gander, la ville est en train de prendre les mesures nécessaires pour rendre ses bâtiments et ses installations plus écologiques et

le Conseil municipal prévoit installer des stations de recharge en ville pour les véhicules électriques. Même sans une déclaration d'urgence climatique, certaines villes et municipalités de la province prennent les bons étapes pour protéger l'environnement.

À l'heure de mettre sous presse, *Le Gaboteur* n'avait pas reçu d'information à ce sujet de la part des municipalités de Conception Bay South, Happy Valley-Goose Bay et Paradise.

LE PROGRAMME DES PARTENAIRES DANS LA PROTECTION DU CLIMAT (PPC)

Le programme des PPC aide les municipalités à lutter contre les changements climatiques en réduisant les émissions. Depuis l'élaboration d'un inventaire jusqu'à l'établissement et à l'atteinte des cibles de réduction des émissions, chaque étape accompagne les conseils municipaux vers un objectif de protection du climat:

Étape 1 : Établir un inventaire de référence et des prévisions des émissions de gaz à effet de serre (GES)

Étape 2 : Établir des objectifs de réduction des émissions

Étape 3 : Élaborer un plan d'action local

Étape 4 : Mettre en œuvre le plan d'action local

Étape 5 : Surveiller les progrès et présenter les résultats

Si l'adhésion au PPC est gratuite, les municipalités membres s'engagent néanmoins à :

1. Franchir toutes les étapes programme dans les 10 années suivant leur adhésion
2. Présenter un rapport sur les progrès au moins une fois tous les deux ans
3. Informer par courriel de tout changement concernant la personne-ressource
4. Participer activement aux activités du programme et partager leur expérience avec d'autres membres du réseau

Pour inviter votre municipalité à rejoindre le Programme des Partenaires dans la protection du climat (PPC) des Gouvernements locaux pour le développement durable (ICLEI Canada) et de la Fédération canadienne des municipalités (FCM), il vous suffit de faire remplir par l'un(e) de vos conseillers municipaux une résolution d'adhésion au programme PPC que l'on trouve sur le site de la plateforme du PPC : www.platformeppc.fcm.ca.

DES VILLES PARFOIS OPPOSÉES AU GOUVERNEMENT PROVINCIAL

Étant donné que les déclarations des gouvernements municipaux ont normalement des buts et des projets plus spécifiques que la déclaration du gouvernement fédéral ou provincial, la lutte contre les changements climatiques commence à l'intérieur des frontières des villes et des communautés.

À l'ouest du Canada, le conseil municipal d'Edmonton, a déclaré l'urgence climatique en août, s'opposant ainsi au gouvernement provincial d'Alberta, pro-énergies fossiles. La ville d'Edmonton vise ainsi à réduire la production actuelle de 20 tonnes de déchets par personne et par an à 3,2 tonnes d'ici 2030 et à zéro tonne d'ici 2050.

DES DÉCLARATIONS D'URGENCE CLIMATIQUE NON-CONTRAIGNANTES

Ces déclarations d'urgence climatique ne comportent pas de règles et de règlements juridiquement contraignants: aucun organe de régulation et de contrôle n'impose de sanction si ces municipalités n'atteignent pas les objectifs environnementaux.

À l'heure actuelle, c'est donc toujours aux citoyens de s'assurer auprès des décideurs politiques que les objectifs environnementaux résultant de ces votes soient atteints. Le vendredi précédant les réunions des conseils municipaux, l'ordre du jour est affiché

en ligne sur le site Internet de la municipalité. Si aucune point à l'ordre du jour ne traite des questions de changements climatiques, vous pouvez téléphoner ou envoyer un courriel à l'un(e) des conseiller(ère)s municipaux pour le faire mettre à l'ordre du jour.



Photo : Etienne Vuillaume

Le conseiller municipal de la ville de St. John's, Ian Froude, le soir du vote de la résolution d'urgence climatique par le conseil municipal.



Photo : Etienne Vuillaume

Le conseil municipal de St. John's a voté à l'unanimité le 4 novembre dernier la résolution d'urgence climatique présentée par le conseiller municipal Ian Froude.

ÉDITORIAL

Lâcher de cordages!

Alors voilà... Incroyable... Les mots que vous lisez devaient être écrits par Jacinthe Tremblay... Ce devait être un mot de départ, un article pour faire un tour d'horizon de ses 5 ou 6 ou 7 ans passés à la direction, personne ne sait plus trop vraiment... Elle vous écrira sans doute tout cela précisément dans quelques temps dans ces pages. Mais ce soir-là, celui de la Fiesta des

35 ans ce n'était pas le moment... Elle avait dit que... Mais non. Ce n'était pas le moment.

Alors - et c'est la beauté de la presse - la page restait blanche. Invariablement blanche... Mais ce soir-là, elle n'en avait que faire : « boucler » Le Gaboteur n'était clairement pas son affaire ; tout simplement. Oui, elle s'y était engagée... Mais non.

Impressionnant : il aura donc fallu la bonne humeur et la gentillesse de Mary Barry, la musicienne doucement envoûtante de Duane Andrews et Erine Power, des chants à capella d'un public venu en nombre et la musique triomphante aux rythmiques bigarrées du Caucase et d'Orient de Darren Browne et ses amis pour que Jacinthe

Tremblay - la Jacinthe Tremblay que tout Terre-Neuve-et-Labrador connaît pour son opiniâtreté - oublie le journal et les responsabilités de direction pour se laisser entraîner, s'abandonner à la danse, à la liberté. Cette soirée-là, elle aura bel et bien lâché les cordes du journal, elle aura bel et bien accepté de voir les voiles flotter au vent,

n'ayant que faire de « boucler ». Elle aura intimement savouré le plaisir de n'avoir rien d'autre à faire que seulement fêter... Cela aura été pour le 35 ans du journal. C'est à marquer d'une croix dans le calendrier, d'un éditorial dans l'actualité. Voilà qui est fait.

Étienne Vuillaume



Photo : Christopher Deacon

Duane Andrews et Erin Power auront lancé l'envoûtement en quelques chansons. Une manière de fêter avec sensibilité toutes les histoires publiées dans le seul journal d'expression française de Terre-Neuve-et-Labrador depuis 35 ans.



Photo : Christopher Deacon

Mary Barry, entourée de Darren Browne et ses amis, aura trouvé la recette magique d'une soirée qui aura vue l'actuelle directrice générale du journal, Jacinthe Tremblay, se laissée emporter par l'histoire. Mémorable.



Photo : Christopher Deacon

Incontestablement le plus beau cadeau éditorial pour Jacinthe Tremblay : un article qu'elle avait écrit le 8 octobre 1984 sur Céline Dion... Une pépite retrouvée par notre confrère de Radio-Canada, Patrick Butler, qui met implicitement au défi Le Gaboteur de retrouver son premier article écrit dans ses colonnes. Pari relevé!



Photo : Étienne Vuillaume

Jacinthe Tremblay, entourée de Maude-Julia Blanchet (à gauche), une monitrice de langue qui aura enchanté la soirée de superbes chants à capella, et de Marilynn Guay Racicot (à droite), ancienne adjointe à la rédaction, organisatrice d'une soirée inoubliable. Merci à elle, de la part du journal!

Le Gaboteur

Le Gaboteur est le journal francophone de Terre-Neuve-et-Labrador depuis 1984. Il est publié en versions papier et numérique par la société sans but lucratif LE GABOTEUR INC.

Siège social

223-233 rue Duckworth, suite 204
St. John's (TNL) A1C 6N1

709 753-9585 

Un gaboteur, c'est un bateau qui transporte des marchandises ou des personnes de port en port. C'est aussi une personne qui se promène un peu partout et rapporte des nouvelles.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nathalie Brunet, *présidente*
Ysabelle Hubert
Cyr Couturier
Nancy Boutin
Jeffrey Young
Glen Power
Karina Lamontagne

Contact : ca@gaboteur.ca

ÉQUIPE

Directrice générale et responsable de la rédaction

Jacinthe Tremblay - dg@gaboteur.ca

Directeur général adjoint

Étienne Vuillaume - info@gaboteur.ca

Adjoint à la rédaction

Cody Broderick - cody@gaboteur.ca

Ont collaboré à ce numéro

Anais Hébrard, Guillaume Deschênes-Thériault (Francopresse), et Marie-José Mahé.

Mise en page

Jessie Meyer

Impression : Advocate Printing

Distribution (dernier numéro) : 600 exemplaires
ISSN 0836-8155

PUBLICITÉ

Représentation nationale

Lignes agates marketing, anne@lignesagates.com

Terre-Neuve-et-Labrador Saint-Pierre et Miquelon

Le Gaboteur Inc.
dg@gaboteur.ca, www.gaboteur.ca/annoncer

ABONNEMENT

Tarifs pour un an, avant taxes

CANADA

Papier + numérique : 35 \$
Numérique (Canada) : 25 \$

INTERNATIONAL

Numérique : 30 \$
Papier + numérique : 130 \$

www.gaboteur.ca/abonnement

APF Association de la presse francophone

GAGNANT DES PRIX D'EXCELLENCE 2017
meilleur projet spécial et meilleur article arts et culture

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2017
meilleure photo et meilleure page

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2018
meilleur projet spécial

GAGNANT DU PRIX D'EXCELLENCE GÉNÉRALE 2019
pour la rédaction journalistique

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2019
Journal de l'année, meilleur projet spécial et meilleure annonce fabriquée maison

LE GABOTEUR INC. est membre de l'Association de la presse francophone (APF). Nous sommes fiers d'appuyer la Fondation Donatien Frémont.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE 2019 DU CSFP

Finances et infrastructures dominant l'agenda

En matière de finances, les années se suivent et se rassemblent pour le CSFP. À nouveau en 2018-2019, l'exercice budgétaire s'est terminé dans le rouge.

Jacinthe Tremblay

Malgré un surplus de quelque 475 000 \$ inscrit en page 5 de ses États financiers 2018-2019, le CSFP a, dans les faits, enregistré un léger déficit opérationnel de 26 000 \$, sur un budget total de 10,5 millions de dollars.

Déficit et enjeux légaux

Le recours à des avocats pour défendre les droits constitutionnels garantis par la Charte des droits et libertés devant la Cour suprême du Canada ainsi que pour faire avancer le dossier de la deuxième école dans la région de St. John's expliquent en majeure partie ce déficit opérationnel. En 2018-2019, le CSFP a investi près de 191 000 \$ en services juridiques, sommes que la province de Terre-Neuve-et-Labrador ne rembourse pas.

Le président du CA Brian Lee a d'ailleurs tenu à le souligner. « Rien n'est prévu dans le budget que nous verse la province pour défendre nos droits à l'enseignement en français prévus dans la constitution. Or, il était de notre devoir de nous faire entendre à la Cour suprême dans la cause qui oppose les parents francophones de Colombie-Britannique à cette province », a-t-il insisté.

Si la Cour suprême devait reconnaître que les provinces peuvent invoquer leurs difficultés financières pour passer outre

leur obligation d'offrir aux minorités linguistiques un enseignement équivalent à celui de la majorité prévue à l'article 23 de la Charte, tel que le réclament la Colombie-Britannique et plusieurs autres provinces, dont Terre-Neuve-et-Labrador, l'avenir des écoles francophones sera clairement compromis, a expliqué en substance monsieur Lee.

Mais avant même cette décision à venir du plus haut tribunal du pays, le CSFP déplore son sous-financement opérationnel par la province, une réalité reconnue en partie par le ministre de l'Éducation et du Développement de la petite Enfance (MEDPE), a-t-on appris le 9 novembre. En effet, un examen en cours des finances du conseil par ce ministère a déjà permis de faire reconnaître que les sommes versées par la province pour les rénovations mineures des centres scolaires et des écoles ainsi que pour les services informatiques sont inférieures aux besoins.

Le MEDPE a jugé, par contre, que les dépenses en déplacements et en services juridiques du CSFP sont trop élevées. Les déplacements qui semblent particulièrement poser problème à la province sont ceux qui visent au recrutement de personnel enseignant à l'étranger.

Surplus comptable

« Le surplus s'explique par des ajustements comptables effectués par le ministère et qui ont

augmenté la rémunération versée l'an dernier par la province pour le personnel administratif du siège social », a expliqué le directeur général adjoint - finances et administration, Peter C. Smith.

Ainsi, les salaires et avantages sociaux de la directrice générale de l'éducation Kim Christianson et de monsieur Smith ont totali-

niveau qu'en 2018. Pour l'année en cours, les ajustements à la hausse toucheront le personnel pédagogique du siège social et le personnel enseignant », a précisé monsieur Smith.

Pour l'exercice en cours, le CSFP devrait également recevoir une augmentation de l'enveloppe destinée aux Programmes des

n'a pas encore été communiquée au CSFP.

En hausse et en baisse

Outre les services juridiques, en hausse de plus de 50 000 \$ sur l'année précédente, les hausses des coûts de l'électricité et du mazout ont fait un bon de plus de 35 000 \$ de 2018 à 2019. Le CSFP a de plus effectué pour près de 80 000 \$ de réparations mineures remboursables par la province, un poste budgétaire inexistant en 2018. Il a par ailleurs eu à défrayer plus de 86 000 \$ pour la même raison, cette fois à même son budget opérationnel général.

Les achats pour les bibliothèques font partie des dépenses qui ont connu une hausse notable, passant de près de 15 000 \$ en 2018 à près de 50 000 \$ en 2019. Les activités de communication et de promotion ainsi que la formation des enseignants et des directions d'écoles ont également enregistré une hausse sur l'année précédente.

La baisse la plus importante des dépenses a touché la francisation, passée de près de 242 000 \$ en 2018 à près de 153 681 \$ en 2019.

Budget 2020

Pour l'exercice financier en cours se terminant le 30 juin 2020, le CA a adopté un budget comportant des revenus de 10,4 millions de dollars et il a prévu un léger surplus de 5 000 \$.



Photo : Jacinthe Tremblay

Les membres du CA et la direction du CSFP étaient réunis en personne à l'occasion de la réunion régulière et de l'AGA 2019 tenues le 9 novembre. De gauche à droite sur cette photo: Charly Mini, Carole Gilligham, Steevens Proulx, Kim Christianson, Brian Lee, Peter C. Smith, Denis Michaud, Dillon Jesso, Edna Hall et Michael Clair.

sé 382 937 \$ l'an dernier, contre 328 016 \$ l'année précédente. La rémunération du personnel non pédagogique du siège social s'est élevée à 86 476 \$, contre 64 359 \$ l'année précédente. « Ces hausses ne reviendront pas l'an prochain et la rémunération sera sensiblement au même

langues officielles en éducation (PLOÉ), à 900 000 \$ depuis plusieurs années. Ces programmes, qui soutiennent des initiatives touchant la culture et l'identité francophones, sont financés par Patrimoine canadien mais ils transitent par la province. Le montant de la hausse

INFRASTRUCTURES SCOLAIRES

Les visées du CSFP et de la province divergent

Rénovations de l'école de Cap-Saint-Georges, nouvelle école dans la région de St. John's, agrandissement de Boréale, à Happy Valley-Goose Bay: le CSFP a plusieurs marrons aux feux en matière d'infrastructures. Les rencontres du 9 novembre ont permis de faire le point.

Cap sur une rentrée 2020 à NDC

Le personnel et les élèves de l'École Notre-Dame du Cap (NDC) seront-ils de retour à la rentrée de septembre 2020 dans LEUR école, fermée depuis le printemps 2018 pour des raisons de sécurité? Sur le terrain, les gens observent en effet que les travaux de rénovation n'ont pas encore commencé et doutent du respect de cet échéancier, a fait remarquer la conseillère Edna Hall.

« Oui, la rentrée de septembre 2020 aura bien lieu à NDC. Le ministère des Transports et des infrastructures, responsable des travaux, nous assure qu'ils

seront réalisés à temps », a fermement affirmé le président du CA Brian Lee afin de dissiper les inquiétudes de la communauté scolaire de Cap-Saint-Georges.

Si aucun ouvrier n'est actuellement au travail dans cette école du CSFP, c'est que le ministère des Transports et des Travaux publics a décidé de lancer un appel d'offres ouvert après avoir constaté que le prix des soumissions reçues à la suite d'un premier appel d'offres sur invitation dépassait le budget prévu pour ces rénovations, a expliqué en substance le directeur général adjoint Peter C. Smith. « Le ministère nous assure que ce nouvel appel d'offres ne provoquera pas de retard », a-t-il réitéré.

Galway hors des plans, pour le moment

« Le dossier d'une deuxième école dans l'ouest de Saint-Jean semble avoir perdu de l'entrain », a déploré monsieur Lee. Pour l'heure, le site de Galway, n'apparaît pas

dans les études en cours par le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador. Le ministère des Transports et des Travaux publics étudie plutôt la possibilité d'établir le deuxième établissement de la région de la capitale à l'actuelle école Rocher-du-Nord, sur la rue Ricketts ou encore à l'ancienne École des sourds, sur la rue Topsail, en face du Village Mall.

Le CA du CSFP n'a pas caché son mécontentement de voir la province écarter, du moins pour le moment, la possibilité de construire une école neuve dans le quartier Galway, un choix unanime des membres du conseil, ont tenu à rappeler son président Brian Lee et la directrice générale de l'éducation Kim Christianson.

Au Labrador

Pendant ce temps, la demande de doter l'École Boréale de Happy Valley-Goose Bay d'un gymnase et de locaux communautaires est demeurée sans réponse, a fait sa-

voir madame Christianson. Dans ce cas, pas de nouvelle veut dire mauvaise nouvelle.

Rien n'a bougé également dans le dossier d'une éventuelle transformation du Centre éducatif l'ENVOL en centre scolaire et communautaire. Cette école de Labrador City a par ailleurs fermé ses portes temporairement du 28 au 31 octobre dernier

suite à une plainte en santé et sécurité portée durant des rénovations des salles de toilettes situées près du gymnase.

Ailleurs

Rien à signaler pour les Grands-Vents et pour Sainte-Anne, à La Grand'Terre. Le CSFP n'a pas de demande particulière pour ces deux écoles. (JT)

UN EXECUTIF RECONDUIT

Pas de surprise lors de l'élection des membres du bureau de direction du conseil d'administration: Brian Lee, de Labrador City, a été reconduit à la présidence, tout comme Denis Michaud, également de Labrador City, à la première vice-présidence et Michael Clair, de St. John's, à la deuxième vice-présidence.

Un poste de conseiller(ère) pour la région Central-Ouest de Terre-Neuve est vacant dans

la foulée de la démission de Jenna Skinner. Le CSFP a lancé un appel de candidature pour combler ce poste. Les personnes intéressées sont invitées à faire connaître leur intérêt à siéger au conseil d'administration au plus tard le vendredi 29 novembre en écrivant à son président Brian Lee à l'adresse conseil@csfp.nl.ca.

La prochaine réunion régulière du CA aura lieu le samedi 11 janvier 2020. (JT)

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE 2019 DU GABOTEUR INC.

Un conseil d'administration élargi pour les 35 ans du journal

"Un conseil d'administration élargi à sept membres, actifs dans la capitale provinciale, sur la côte ouest de Terre-Neuve et au Labrador, veillera désormais aux destinées du Gaboteur Inc, l'organisme qui publie VOTRE journal. Voilà la belle conclusion de son assemblée générale 2019, tenue le 6 novembre dernier à St. John's.



Photo : Étienne Vuillaume

Le premier numéro du Gaboteur, paru le 5 octobre 1984, ainsi que d'autres UNE relatant l'histoire du journal, étaient bien en vue à l'AGA 2019.

Jacinthe Tremblay*

En plus des points habituels de toute AGA, tels le rapport annuel et l'état des résultats financiers de la dernière année, le conseil d'administration (CA) proposait la refonte complète des Statuts et règlements de l'organisme. Dans son mot d'introduction au rapport annuel, sa présidente Nathalie Brunet a mis l'emphase sur un des changements tenant plus à cœur au CA, soit le passage de 5 à 7 du nombre de membres du conseil d'administration. « Cette hausse souhaitée vise à refléter encore plus la diversité de notre lectorat et de notre francophonie », a-t-elle expliqué.

Ce voeu a été réalisé! En plus de Nathalie Brunet, de Torbay, Ysabelle Hubert, de Flatrock, et Nancy Boutin, de Happy Valley-Goose Bay, dont les mandats sont reconduits pour la prochaine année, le conseil d'administration du Gaboteur Inc.

2019-2020 est composée de Cyr Couturier, de Torbay, Karina Lamontagne et Glen Power, de St. John's et Jeffrey Young, de Stephenville.

À l'exception de la présidence, occupée pour une deuxième année par Nathalie Brunet, les autres fonctions au sein du CA seront déterminées lors de leur première rencontre, fin novembre.

Année exceptionnelle faite d'exceptions

« L'année 2018-2019 a été, à maints égards, exceptionnelle pour Le Gaboteur - le journal et pour Le Gaboteur Inc. - l'organisme. À certains égards également, ce fut une année faite d'exceptions », peut-on lire dans le rapport annuel présenté le 6 novembre.

En plus des reconnaissances décernées au journal par ses pairs de l'Association de la presse francophone (APF), dont le Prix d'excellence générale pour la rédaction journalistique et trois nominations à des Prix

d'excellence de l'APF dont celui de Journal de l'année, ce rapport annuel fait état des résultats financiers exceptionnels de l'exercice 2018-2019, avec son surplus d'un peu plus de 30 000 \$.

Tout en soulignant ce résultat positif ainsi que le passage de 41 % à 36 % de la dépendance de l'organisme à l'endroit du programme de Patrimoine canadien qui assure son financement de fonctionnement, avec ses revenus de 84 000 \$, le rapport annuel fait aussi état de tendances inquiétantes pour l'avenir.

« Même si Le Gaboteur Inc. a eu le vent dans les voiles en 2018-2019, certaines sources de revenus ne reviendront pas éternellement. C'est le cas des stages Jeunesse Canada au travail, confirmé à nouveau pour 2019-2020 mais incertain pour les années suivantes », peut-on lire dans ce rapport.

« Mais c'est surtout le cas pour les revenus de publicité nationale

vendue pour nous par l'agence Lignes agates marketing aux ministères et agences du gouvernement du Canada ainsi qu'à des entreprises privées nationales. Ainsi, nous avons perdu depuis avril 2019 les annonces d'une page que la compagnie Ford publiait en couleur dans Le Gaboteur une fois par mois depuis plusieurs années. De son côté, le gouvernement du Canada continue de privilégier les multi milliardaires du WEB Facebook et Google dans ses placements publicitaires. Malgré les critiques unanimes et répétées de tous les organismes représentant des médias au pays, rien n'indique, pour le moment, qu'Ottawa fera un retour dans les journaux, que ce soit les grands quotidiens ou les médias communautaires », explique-t-on également.

Un legs immense et place à la fête!

Malgré ces nuages à l'horizon, aucune raison de boudier notre plaisir de célébrer les 35 ans du seul média d'information écrit en

français à Terre-Neuve-et-Labrador et surtout, comme l'a si bien dit la présidente du CA Nathalie Brunet, se saluer « le legs de nos fondateurs, des bénévoles qui ont pris soin de notre développement et parfois de la survie du Gaboteur, et des centaines de personnes qui ont nourri ou lu ses pages depuis 35 ans est immense. Nous, du conseil d'administration et de l'équipe du journal, sommes conscients que nous sommes les héritiers d'un trésor ».

Les célébrations du 35e anniversaire, qui ont débuté le 7 octobre 2019 par la parution d'une édition spéciale mettant en valeur des moins de 35 ans, ont pris la forme d'une dégustation de gâteau après l'AGA et d'une Fiesta au Ship Pub le 12 novembre.

Avis: la 35e année du Gaboteur est loin d'avoir dit son dernier mot!

Le Rapport annuel et les États financiers vérifiés du Gaboteur Inc. sont disponibles sur gaboteur.ca.

*Exceptionnellement, signature du compte-rendu de l'AGA par la directrice générale du journal.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE 2019 DE LA FFTNL

Une année 2018-2019 « assez folle »

La 46e assemblée générale annuelle de la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador aura été marquée par un développement sans précédent de l'organisme, dont le budget annuel atteint presque 1,5 millions de dollars.

Étienne Vuillaume



Photo : Etienne Vuillaume

La 46e assemblée générale annuelle de la FFTNL s'est tenue de 14 heures à 15 heures aux Grands-Vents à St. John's, le 9 novembre 2019.

Il n'aura pas fallu attendre longtemps pour que le ton de la 46e Assemblée générale annuelle de la FFTNL soit donné. Sophie Thibodeau, sa présidente a en effet tenu d'emblée à demander aux membres de l'organisme communautaire et au public, venu nombreux pour l'occasion (dont Manon Avoine et Lizanne Thorne, représentantes de Patrimoine Canadien et Isabelle Landry-Sonier du Commissariat aux langues officielles), de faire attention : « l'épuisement du personnel est une réalité. » Un allusion à peine voilée au tragique décès de Joannie Boyer, à Labrador City, ancienne présidente de l'Association francophone du Labrador, en septembre dernier : « des fois, il faut savoir prendre une pause et savoir regarder au-

tour de soi pour s'assurer d'être attentif aux gens qui ont besoin d'aide. (...) Il faut être plus sensible à notre environnement de tous les jours et ça va prendre les

oreilles de tout un chacun pour aller dans ce sens. »

Après ces paroles qui ne pouvaient être accueillies que dans

un silence respectueux, c'est le directeur général de l'organisme, Gaël Corbineau, qui s'est attelé à la tâche de faire le « résumé d'une « année assez folle : La croissance qu'on a pu connaître en 2018-2019 est assez unique: on est passé de huit employés à fin 2017 à 16 au 31 mars 2019, et même à 19 aujourd'hui. Je ne crois pas que dans son histoire la FFTNL en ait connu une telle. Pendant longtemps on n'a pas vu entrer de train en gare et cette année on en a eu plusieurs. Alors on en a pris un maximum car on n'est pas sûr de les revoir passer. »

Une bureaucratie au détriment des activités

Un sentiment partagé par la présidente qui souligne « les efforts faits par le gouvernement fédéral avec le nouveau plan d'action fédéral pour les langues officielles 2018-2023 après 15

ans de disette. » Maintenant, il faut que la bureaucratie de certains ministères fédéraux, tels qu'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) soit allégée selon Gaël Corbineau : « avec eux, on a eu jusqu'à trois ententes à gérer en même temps avec les mêmes personnes. Cette bureaucratie représente une charge de travail administratif inédite, au détriment des activités elles-mêmes. »

Sans compter qu'« on a ouvert deux bureaux de plus à St. Jean, un à Corner Brook et un vient de voir le jour à Happy-Valley-Goose Bay. Cela ne va pas sans défi technique : il nous a fallu revoir tout le système informatique car on veut garder l'esprit d'équipe et continuer de travailler en étroite collaboration les uns avec les autres malgré le fait qu'on soit sur des sites éloignés. »

DE NOMBREUSES ACTIVITÉS TANT EN CULTURE, QU'EN SANTÉ, QU'EN IMMIGRATION

Sur 2018-2019, les activités n'auront pas manqué dans les différents réseaux de la FFTNL:

Côté culture, plus de 36 artistes se sont produits sur la scène de l'Espace Franco, un projet d'improvisation en collaboration avec le Conseil scolaire francophone provincial se met sur pied, et des matches d'improvisation ont été organisés jusqu'à Saint-Pierre-et-Miquelon. **Côté santé**, le Bureau d'interprétariat au Janeway est désormais rôdé avec deux employés et deux projets l'un portant sur la santé mentale, l'autre sur un navigateur santé, sont au stade de l'étude de la littérature existante sur chacun de ces deux domaines. Pour

le premier de ces deux projets, quatre consultations communautaires à Port-au-Port, Labrador City, Happy Valley-Goose Bay et St. John's, ainsi qu'une consultation en ligne mèneront par ailleurs à la rédaction d'un rapport final et à des recommandations. En plus d'avoir lancé une campagne Hello, Bonjour ! le 1er octobre 2018, le Réseau Santé de la FFTNL s'est par ailleurs occupé de la logistique de la venue au Nouveau-Brunswick d'une délégation de femmes survivantes au cancer venues de Saint-Pierre-et-Miquelon. La publication des Visages de la santé en partenariat avec Le Gaboteur a également permis des rencontres Franco-Doc entre futurs médecins et professionnels

de santé francophones et francophiles. Côté immigration, le Compas, service provincial d'accueil et de soutien en immigration francophone, a organisé tout au long de l'année des soirées de réseautage francophone et des cafés-rencontres à travers la province. L'organisme a également fait découvrir la francophonie canadienne aux immigrants en développant des événements axés sur la compréhension interculturelle et des conférences à caractère culturel et historique. A l'international également le Réseau immigration de la FFTNL a représenté les communautés francophones de la province lors des forums d'emploi Destination Canada organisés à Paris et Bruxelles.

Et aussi : le jeu Explore ta francophonie est passé en version 2.0. Le jeu géant, qui se jouait jusqu'à présent debout sur une grande carte de la province étendue au sol, peut désormais se jouer sur une table et même sur écran! Un lancement officiel de cette nouvelle version sera organisé prochainement avec les professeurs d'écoles d'immersion.

Enfin, les proches aidants ont aussi été au coeur de formations et d'ateliers, ainsi que d'une création vidéo pour mieux les aider à faire face aux difficultés qu'ils peuvent rencontrer mais aussi pour sensibiliser le grand public au fait d'être proche aidant. (EV)

FRANCOPHONIE

Cyrilda Poirier, récipiendaire du prix Roger-Champagne 2019

La Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FFTNL) a remis le prix Prix Roger-Champagne 2019 à Cyrilda Poirier, impliquée pendant près de 30 ans au sein de la FFTNL.

Après l'avoir remis quatre fois (à Sophie Thibodeau en 2014, Eileen Rafuse en 2015, Rachel Connors en 2016 et Ali Chaisson en 2017), c'est à son tour: l'ancienne directrice générale puis présidente de la FFTNL, Cyrilda Poirier s'est vu remettre le célèbre prix Roger-Champagne 2019, le vendredi 8 novembre 2019 des mains de l'actuelle présidente de l'organisme Sophie Thibodeau.

« J'aime dire que je suis arrivée à St. Jean en même temps que Le Gaboteur, sourit Cyrilda Poirier. C'était une longue fin de semaine de l'Action de Grâce en 1984 ».

« Ce prix, c'est à mon mari que je le dois. Il a été d'un soutien inconditionnel, mais lui aussi en a profité. J'en parlais avec lui sur la route cette fin de semaine en allant à Port de Grave : toutes ces samedis et dimanches que j'ai passés dans les communautés, dans les activités, il a pu, lui, les passer à travailler sur ces recherches en chimie. »

Avec un attachement particulier pour les Franco-terre-neuviens de la péninsule de Port-au-Port, Cyrilda Poirier fait sienne la vision de son mentor Paul Charbonneau qui aura été l'artisan de « la route par dessus la montagne » pour relier Cap-Saint-Georges et La Grand'Terre : « des grands projets de

développement mobilisateurs rapprochent les communautés. C'est ce qui manque, je crois, aujourd'hui. J'attends toujours un projet mobilisateur pour la communauté, rassembleur à l'échelle provinciale. Bâtir une seconde école pourrait en être un. Je dis bien « bâtir », car on a eu des écoles qu'on a dû rénover; mais ce n'est jamais adapté pour recevoir, par exemple, une nouvelle garderie... »

Le comité de sélection 2019 était composé de quatre anciens récipiendaires de ce prix : Eileen Rafuse (2015), Rachel Connors (2016), Ali Chaisson (2017), Suzanne Lavallée (2018) (EV)



Photo : Courtoisie de la FFTNL

Cyrilda Poirier (à droite) s'est vue remettre le Prix Roger-Champagne 2019 des mains de la présidente de la FFTNL Sophie Thibodeau (à gauche).

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE 2019 DE FRANCO-JEUNES

Les voyages forment la jeunesse... mais coûtent cher

Malgré une augmentation de 17 000 \$ de son financement de base entre 2018 et 2019, Franco-Jeunes a terminé son exercice financier au 31 mars 2019 avec un déficit de 8 675 \$. La faute à des déplacements qui coûtent, particulièrement en avion, mais qui se justifient.



Photo : Étienne Vuillaume

Des jeunes membres de Franco-Jeunes rassemblés au Centre des Grands-Vents, à St. John's, après la tenue de l'assemblée générale annuelle de leur organisme, samedi 9 novembre 2019.

Étienne Vuillaume

Les voyages forment la jeunesse, c'est bien connu. Mais se déplacer, coûte toujours; surtout en avion. Or, « de plus en plus de jeunes s'inscrivent à nos activités » s'est enthousiasmé d'emblée le coordonnateur de l'organisme, Gaston Létourneau, à la lecture du rapport du directeur général de l'organisme, Gaël Corbineau, également directeur général de la FFTNL.

Alors, si Franco-Jeunes fait son maximum pour favoriser le

nombre de participants, « malheureusement, devant les limites financières, nous devons toujours faire des choix difficiles en refusant des jeunes faute de financement suffisant, surtout lorsque des frais d'avion sont nécessaires » détaille monsieur Corbineau dans ce rapport.

Les déplacements en matière de représentation et de concertation à Whitehorse, Ottawa, Moncton et Halifax ne se sont donc faits principalement qu'à deux représentants du bureau de direction, rarement trois. L'assemblée générale annuelle est aussi un moment important du

rassemblement des jeunes venus des quatre coins de la province: quinze jeunes ont ainsi participé à celle de 2018, en novembre, à La Grand'Terre.

Hors les frais généraux de fonctionnement qui ont bondi de 4 292 \$ en 2018 à 14 687 \$ en 2019, le coût total de réunions nationales, provinciales ou statutaires s'est ainsi élevé à 23 073 \$, quand il était de 16 923 \$ l'année précédente.

Les activités pour les jeunes doivent, elles aussi, être choisies stratégiquement: durant les congés scolaires de Pâques, ce n'est pas moins d'une vingtaine de jeunes francophones qui a pu participer à la Rencontre Jeunesse Provinciale à Labrador City pour un montant total de 18 300 \$, financé par Patrimoine canadien à 98 %. Six jeunes ont également pu se rendre au Forum Jeunesse Pancanadien à Halifax début mars 2019.

D'importants efforts financiers ont aussi été mis pour permettre la participation de 25 jeunes à la 39^e finale des Jeux de l'Acadie fin juin 2018 à Miramichi (Nouveau-Brunswick): une contribution de 8 160 \$ a été demandée aux parents, soit 326 \$/enfant, sur un total de 43 949 \$ de dépenses pour l'événement; soit 18 % du coût total. Et pourtant, le jeu en a valu la chandelle: la délégation de Terre-Neuve-et-Labrador a en effet remporté la bannière de l'esprit d'équipe au mini handball, une médaille d'argent au 1200 mètres garçons, et une médaille de bronze au 800 mètres garçons. Un tour de force rendu possible grâce aux adultes bénévoles, qui

ont été remerciés à maintes reprises par le bureau de direction.

L'espoir fait vivre

Dès que les déplacements se déroulent sur la péninsule d'Avalon, la participation des jeunes est cependant plus simple et demande moins d'investissement financier: le jeu Explore ta Francophonie provinciale, organisé en collaboration avec la FFTNL, a ainsi permis de faire se rencontrer une quarantaine de jeunes francophones et anglophones de plusieurs écoles d'immersion du NLESD: Brother Rice, de St. John's en janvier 2019 et Amalgamate Junior High à Torbay. Sur la péninsule de la Côte-Ouest, 7 jeunes ont également participé à des ateliers culinaires pour apprendre à faire des plats équilibrés, sans oublier des ateliers d'art avec un artiste local.

Pour autant, lorsqu'il s'est agi de planifier et gérer la venue du 25 au 28 octobre 2018 de 55 jeunes des quatre provinces de l'Atlantique pour 4 jours à l'occasion du Parlement Jeunesse de l'Acadie, il faut là aussi fallu faire montre d'engagement, et pas seulement en temps... L'événement aura coûté 59 325 \$ à Franco-Jeunes; une dépense couverte à 74 % par la Société Nationale de l'Acadie.

Il ne s'agit donc pas de s'arrêter sur ce déficit; d'autant plus que l'espoir fait vivre. Ainsi, comme l'a écrit la présidente du Comité de direction jeunesse (CDJ) de l'organisme, Nadia Marmouche: « Alors que l'année 2018-2019 aura connu une augmentation de notre financement de base

(de 85 000 \$ à 102 000 \$), nous sommes optimistes que durant l'année 2019-2020 Franco-Jeunes puisse enfin avoir 2 employés à temps plein ». Pour ce faire, Gaston Létourneau et Nadia Marmouche espère une nouvelle augmentation du financement de base par Patrimoine canadien en 2019-2020.

Leadership et gouvernance recherchés

Si durant l'année 2018-2019, grâce à divers programmes de soutien financier, 3 personnes (Maude Legris de janvier à avril 2018, Véronique Babineau d'avril à août 2018 et Abby Côté de janvier à avril 2019) ont certes pu venir aider l'organisation, l'embauche d'un deuxième salarié à temps plein permettrait d'avoir un « levier pour plus d'activités » soutient Nadia Marmouche; en particulier pour « avoir plus de temps pour travailler le côté leadership et gouvernance auprès de tous nos jeunes ».

Et ce d'autant plus que s'en vient le prochain renouvellement de l'entente du Programme des langues officielles en éducation (PLOÉ) « dans laquelle Franco-Jeunes a toute sa place pour aller chercher du financement, mais dont le département d'éducation ne lui octroie depuis des années que des miettes » souligne le directeur général, Gaël Corbineau dans son rapport. Une « situation inadmissible » selon lui qui doit prendre fin au plus vite de manière à ce que les jeunes francophones de Terre-Neuve-et-Labrador puissent « enfin bénéficier d'atouts que connaissent déjà les autres provinces et territoires ».



AGRANDISSONS, ENSEMBLE, LE RÉPERTOIRE DES PROFESSIONNELLES DE SANTÉ D'EXPRESSION FRANÇAISE.

Vous êtes en mesure d'offrir des services de santé en français? Vous connaissez des professionnelles de santé d'expression française?

CONTACTEZ-NOUS : FFTNL Santé
709-800-6195 Sante@fftnl.ca   Santé TNL

Consulter le Répertoire : www.francofnl.ca



À lire dans **Le Gaboteur**: portraits et parcours de ces femmes et ces hommes qui prennent soin de nous et nous écoutent en français.

MERCI À NOS PARTENAIRES:   Health Canada Santé Canada

À L'AGENDA COMMUNAUTAIRE

LES JEUDI SOIRS

Cours de peinture avec Michael Lainey à 18h au Centre Scolaire et Communautaire Sainte-Anne à La Grand'Terre.

23 NOVEMBRE 2019

Souper de Noël pour adultes : 18h30 à 23h30 au White Wolf Snowmobile Club à Labrador City. 40 \$ payable au bureau d'Association Francophone du Labrador (AFL). Contactez l'Association à (709) 944-6600 ou info@aftnl.ca

24 NOVEMBRE 2019

L'assemblée générale annuelle de la Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador commence à 9h au Marine Institute dans la salle W3005. Pour plus de renseignements, contactez la FPFTNL (709) 722-7669 ou info@fpftnl.ca

Le défilé de Noël commence à 12 h au centre-ville de Saint-Jean ! Venez voir ce que l'Association communautaire francophone de Saint-Jean (ACFSJ) et le Compas ont préparé!

26 NOVEMBRE 2019

Dernière représentation par le ciné-club francophone de MUN : Les cinéphiles peuvent assister gratuitement au film Un conte de Noël, d'Arnaud Desplechin. La représentation commence à 19h à la salle A1046 à MUN et une discussion suivra le film. Pour plus de renseignements, envoyez un courriel à sean.kennedy@mun.ca

28 NOVEMBRE 2019

Lancement du livre « Un géant dans la tête » de Danielle Loranger

ger : De 16h à 19h dans l'atrium du Centre Scolaire et Communautaire des Grands-Vents. Un léger goûter sera servi. Les parents sont invités à accompagner leurs enfants... Pour plus de renseignements, contactez le Réseau Culturel au (709) 800-6185 ou culture@fftnl.ca

JUSQU'AU 29 NOVEMBRE

Concours de dessin « Dessine-moi ta diversité » : Les élèves de la 1^{ère} à la 6^e année ont l'opportunité de montrer leurs dons artistiques tout en fêtant la diversité.

Le ou la gagnant.e sera nommé.e le 9 décembre et gagnera des cadeaux arborant son dessin. Pour en savoir plus, contactez le Réseau Immigration Francophone à (709) 800-6176 ou immigration@fftnl.ca

30 NOVEMBRE 2019

Séance d'escalade familiale : Rejoignez l'ACFSJ à 14 h au Walnuts Climb Centre! Contactez l'Association à bonjour@acfsj.ca ou 709 726-4900 pour plus de renseignements.



Image : Bouton d'Or Acadie
L'auteure de « Un géant dans la tête », Danielle Loranger, lancera son livre le 28 novembre aux Grands-Vents.

LA MAISON HANTÉE À BORÉALE FAIT FUREUR

Environ 150 visiteurs ont répondu à l'invitation conjointe du CSFP et de la responsable du projet d'animation communautaire de la FFTNL à Happy Valley-Goose Bay, Jessica Marin, de fêter l'Halloween dans une École Boréale transformée en Maison hantée, le 30 octobre dernier.



Photo : Jessica Marin

Aperçu du décor de la Maison hantée de Boréale.

SCIENCE

Laïka et la recherche animale dans l'espace

Il y a 62 ans, une chienne originaire de Moscou appelée Laïka devenait le premier être vivant à tourner autour de la Terre. Si les amateurs d'exploration spatiale se rappelleront longtemps son nom pour cette première historique, les amateurs de science se rappelleront peut-être davantage du rôle qu'elle a joué pour mieux réglementer la recherche sur les animaux.

Lancée le 3 novembre 1957 à bord de l'engin Spoutnik 2 — un mois après le Spoutnik 1, le tout premier engin en orbite terrestre — Laïka allait mourir cinq à sept heures plus tard, des

effets de la chaleur (hyperthermie), en raison d'une défaillance du système de régulation de la température. La véritable raison de sa mort ne serait admise que des décennies plus tard.

Mais elle allait contribuer à un virage dans la façon dont seraient entreprises les recherches sur les animaux envoyés dans l'espace. Autant les États-Unis que l'Union Soviétique avaient jusqu'alors embarqué plusieurs animaux sur des vols d'essai, avec un souci pour leur sécurité qui semblerait aujourd'hui choquant: dès 1948, un singe rhesus nommé Albert avait volé à bord

d'une fusée V-2, qui avait atteint une altitude de 63 kilomètres (la « frontière » d'un vol dans l'espace est de 100 km). Bien que le vol ait été considéré un succès, Albert n'avait pas survécu, pas plus que ses trois successeurs. D'autres animaux avaient été plus chanceux, comme les deux premiers chiens soviétiques, Dezik et Tsygan, récupérés vivants le 21 juillet 1951 après un vol suborbital (c'est-à-dire un vol qui a dépassé le seuil des 100 km avant de revenir sur Terre, sans avoir effectué une orbite) mais Dezik ne survivrait pas à son deuxième voyage en raison d'une défaillance du parachute du missile.

Les observateurs qui avaient été interrogés en 2017 à l'occasion du 60^e anniversaire de Laïka avaient rappelé qu'on ignorait même, en 1957, si un être humain pourrait survivre en apesanteur, ou au-delà de notre atmosphère, ou en raison de l'exposition aux radiations. La survie des animaux ne se posait donc pas dans les mêmes termes qu'aujourd'hui. La sensibilité à l'égard du sort des animaux de laboratoire a rendu impossible de sacrifier en connaissance de cause un animal comme Laïka, et le fait que des êtres humains aient effectivement pu vivre et travailler en apesanteur a de toutes façons fait disparaître les

« animaux astronautes ». Mais la perspective d'un long voyage vers Mars pourrait les ramener dans l'actualité.

La NASA avait annoncé en 2010 qu'elle mettait sur la glace un projet visant à expérimenter les effets d'une exposition de longue durée aux radiations chez des singes-écureuils, expérience qui aurait pu avoir lieu sur la station spatiale. La Russie n'a mis aucun frein à d'éventuelles recherches de ce genre. Pour l'instant, les créatures les plus complexes envoyées sur la station spatiale sont des vers et des mouches à fruits. (Agence Science-Press)

Un débat post-AGA autour de Rafale FM



Photo : Etienne Vuillaume

La 46e assemblée générale annuelle de la FFTNL s'est tenue de 14 heures à 15 heures aux Grands-Vents à St. John's, le 9 novembre 2019.

En fin d'AGA, la présidente de la FFTNL a dû faire face aux questions de Radio-Canada puis du public sur la gestion des déboires financiers du projet de radio communautaire Rafale : « Ici, on est sur une table de la Fédération des francophones et je ne ferai pas de commentaires sur une corporation qui n'est pas la mienne. Il y a eu des projets ponctuels que la Fédération a fait qui étaient liés à la radio. Mais ces projets-là

sont terminés. C'est deux corporations tout à fait distinctes, avec des C.A. (Conseils d'administration) propres et c'est au Conseil d'administration de Rafale FM d'éclaircir cette situation, pas à nous. Et pour ce qui est de moi, je réitère sans réserve mon soutien à la direction de la FFTNL. C'est tout. Je ne supporte pas qu'on attaque comme ça en permanence les bénévoles dont on a cruellement besoin dans nos or-

ganismes pour que vive la francophonie provinciale. »

A l'issue de l'AGA, Sophie Thibodeau est revenue pour Le Gaboteur sur cet échange qui aura entaché la fin de l'AGA 2019 de la FFTNL : « Je comprends les questionnements que les gens peuvent avoir, mais cette histoire, je m'excuse, mais c'est à St. Jean que je l'entends. A Labrador City, personne n'en parle. C'est une affaire gonflée par les médias. »

S'il s'avère que personne, à Labrador City, ne parle de Rafale FM,

qui occupe pourtant des espaces au sous-sol des bureaux de l'association francophone locale, chez des francophones de St. John's, l'avis est effectivement bien différent. Navel Sarr, par exemple, a osé prendre la parole publiquement pour dire tout haut ce que nombre de personnes pensent tout bas : « Nous le public, la communauté, on a besoin d'avoir des réponses, parce que ce qui est sorti avec la presse, ça nous touche tous. On voudrait avoir des clarifications »; des questionnements réitérés également en public par Florian Guillaumé, un autre membre de la communauté francophone de Terre-Neuve-et-Labrador: « vous dites qu'il y avait des liens : c'est quoi ces liens? »

Des questions qui commencent à inquiéter la communauté

En réponse, Sophie Thibodeau a préféré botter en touche : « si vous croyez tout ce que la presse écrit là... Moi, je peux vous dire qu'elle a écrit des choses que moi je n'ai pas dites. Au niveau de la presse, il y a des bons reportages et puis y en des moins bons. »

Un échange qui n'a pas convaincu Navel Sarr à l'issue de l'assemblée

générale annuelle : « ce n'est pas la faute des médias; absolument pas. Je ne comprends pas qu'on dise ça : si les médias ont eu tort, que les personnes impliquées dans cette affaire le prouvent! En ne disant rien, ils leur donnent raison! Je n'ai rien contre Gaël Corbineau, mais il faut qu'on sache ce qui s'est passé avec cette radio. »

Des craintes pour les emplois

Même son de cloche d'un autre habitant de la capitale : « Depuis le depuis de cette affaire, on a encore et toujours les mêmes questions et personne n'y répond! Alors que moi, je m'inquiète vraiment de cette histoire: ça jette le discrédit sur toute une communauté. Et comme nos organismes dépendent essentiellement du financement fédéral, il y a vraiment des gens qui risquent de perdre leur emploi avec ça! ».

D'un groupe de discussions à l'autre, on peut entendre : « ça entache la communauté tout entière. » Une heure plus tard, certains n'en démordent toujours pas : « Le problème c'est qu'en ne voulant pas régler le problème, on garde cette merde avec nous et ça sent fort pour tout le monde... pour eux aussi. » (EV)



Agence d'évaluation d'impact du Canada Impact Assessment Agency of Canada

Projet de forage exploratoire dans le bassin Orphan de Terre-Neuve

Période de consultation publique

Le 6 novembre 2019 – L'Agence d'évaluation d'impact du Canada (l'Agence) réalise une évaluation environnementale fédérale pour le projet de forage exploratoire dans le bassin Orphan de Terre-Neuve, proposé par BP Canada Energy Group ULC, situé dans la zone extracôtière, au nord-est de St. John's, à Terre-Neuve-et-Labrador.

L'Agence invite le public et les groupes autochtones à présenter des commentaires sur la version provisoire du rapport d'évaluation environnementale, qui comprend les conclusions et les recommandations de l'Agence concernant les effets environnementaux potentiels du projet et leur importance, les mesures d'atténuation proposées et le programme de suivi.

L'Agence invite également des commentaires sur les conditions potentielles formulées dans le cadre de l'évaluation environnementale du projet. Les conditions définitives auront force exécutoire pour le promoteur si la mise en œuvre du projet est autorisée.

Les commentaires écrits dans l'une ou l'autre des langues officielles seront acceptés **jusqu'au 6 décembre 2019**.

Les commentaires peuvent être présentés en ligne en visitant la page d'accueil du projet, sur le Registre canadien d'évaluation d'impact (numéro de référence 80147). Tous les commentaires reçus seront publiés en ligne dans le cadre du dossier de projet.

Pour examiner la version provisoire du rapport d'évaluation environnementale ainsi que les conditions potentielles, consultez le site Web de l'Agence au canada.ca/aeic. Des copies imprimées sont disponibles sur demande. Plus d'informations sur le projet, le processus d'examen et les autres moyens de présenter des commentaires sont aussi disponibles en ligne.

Suivez-nous sur Twitter : @AEIC_IAAC #ForageBassinOrphan

Le projet proposé

BP Canada Energy Group ULC propose de réaliser un projet de forage exploratoire dans le cadre de ses permis d'exploration extracôtière dans le bassin Orphan, situé entre 343 et 496 kilomètres au nord-est de St. John's, à Terre-Neuve-et-Labrador, dans l'océan Atlantique. Tel qu'il est proposé, le projet de forage exploratoire dans le bassin Orphan de Terre-Neuve sera réalisé sur une période de neuf ans et permettra au promoteur d'établir la présence, la nature et les quantités de ressources potentielles d'hydrocarbures dans les zones visées par les permis d'exploration 1145, 1146, 1148 et 1149.

Pour de plus amples renseignements sur les politiques de l'Agence en matière de protection de la vie privée, veuillez consulter l'avis de confidentialité sur le site Web de l'Agence à canada.ca/aeic.

Canada

RENCONTRE AVEC JESSIE LAWRENCE

« J'aime ça, cet esprit »

De nouveau élu.e à la vice-présidence de Franco-Jeunes, Jessie Lawrence se plaît à témoigner de la vivacité de la jeunesse sur la côte ouest et revient sur son meilleur souvenir de cette année 2019 qui s'achève: « J'ai beaucoup aimé la Rencontre Jeunesse Provinciale. C'était pendant la semaine de Pâques, on était tous ensemble à Rocher-du-Nord: tous ensemble pendant une semaine à échanger, à faire connaissance et à se dire qu'est-ce qu'on

voulait pour Franco-Jeunes, comment on pouvait avancer... J'ai trouvé ça très très enrichissant. »

Être capable d'intéresser ses ami.e.s

L'envie de s'investir dans Franco-Jeunes lui est venue « à Miramichi en 2018, lors des Jeux de l'Acadie ». Invité.e à participer à l'événement au sein de la délégation de Terre-Neuve-et-Labrador, « j'ai découvert une

richesse de cultures et une diversité de personnalités. Je me suis dit : j'aime ça, cet esprit ». Depuis, j'aime participer régulièrement au Coin Franco à Corner Brook chaque fin de semaine et « je n'hésite pas à en parler à mes ami.e.s. et à leur demander ce qu'ils font le week-end. Et, après avoir fait des soirées films ou des ateliers de peinture et être venu.e.s une ou deux fois, c'est eux qui veulent savoir ce qui se fait le week-end. » (EV)



Photo : Etienne Vuillaume

Les membres du Comité de direction jeunesse de Franco-Jeunes 2019 sont : Nadia Marmouche, de St. John's, reconduite à la présidence (au centre de la photo), tout comme Jessie Lawrence, de la région de Corner Brook au poste de vice-présidence (à gauche sur la photo) et Emily Greene de la région de Labrador Ouest au poste de secrétaire trésorier (en haut à droite sur la photo). Elise Murgier a été reconduite quant à elle comme représentante de la région de St. John's (en haut à gauche sur la photo), Lana Feller (à droite sur la photo) a été élue par acclamation comme représentante de la région de Labrador Ouest, ainsi que Noah Jesso (absente de la photo) comme représentante de la région de Port-au-Port après un vibrant plaidoyer pour la francophonie envoyé en vidéo et applaudi par l'assistance.

MI'KMAQ

Deux jours gratuits d'initiation à la langue et à la culture mi'kmaq

C'est une première : la Fondation culturelle Qalipu organisera des ateliers linguistiques et culturels gratuits à Grand Falls-Windsor, St. George's et Corner Brook jusqu'à la fin novembre. Deux jours chaque fois; encore faut-il s'inscrire pour avoir la chance d'être tiré au sort...

Etienne Vuillaume

Pour la première fois, la Fondation culturelle Qalipu offre deux jours gratuits d'initiation à la langue et à la culture mi'kmaq aux habitants de Terre-Neuve-et-Labrador.

En plus d'une conversation de base et d'un cours d'introduction à la langue mi'kmaq, ces ateliers permettront aux participants d'apprendre des chansons, de la

danse, l'histoire mi'kmaq ainsi que des histoires ancestrales.

Le nombre de places et le nombre de jours d'ateliers étant limité, « la sélection des participants se fera par tirage au sort parmi tous ceux qui s'inscrivent » tient cependant à souligner Sherry Dean, présidente de la *Qalipu Cultural Foundation*. Pour les malchanceuses et malchanceux, Dean Simon, un membre de la Première nation Qalipu, né à Terre-Neuve précise néanmoins que « les enseignements dispen-

sés dans ces ateliers seront enregistrés sur vidéo et disponibles en ligne pour tout le monde, "pour toutes nos relations" comme on dit en mi'kmaq : wjit msit no'kmaq ». Pour la prononciation, rendez-vous aux ateliers !

Apprendre les mots-racines

« Nous sommes très heureux d'avoir travaillé avec nos voisins de la Nouvelle-Écosse pour apporter des enseignements linguistiques et culturels à nos collectivités de Terre-Neuve, détaille Sherry

Dean. La langue est la clé de la compréhension de la culture et les participants peuvent s'attendre à bien plus que de simples traductions de l'anglais vers le mi'kmaq : ils commenceront en fait à mieux comprendre la culture à laquelle nous appartenons. »

Pour permettre à ces ateliers de se tenir dans la province d'ici la fin novembre, la Fondation culturelle Qalipu a retenu les services de Robert Bernard du Groupe de gestion de la diversité. Pour les élaborer, Robert Bernard a

travaillé en étroite collaboration avec Joel Denny, enseignant chevronné d'Eskasoni, et son adjoint, Dean Simon: « les leçons de langue seront basées sur le système d'apprentissage des mots-racines. Cette façon d'apprendre aide les participants à mieux comprendre le cœur de la langue et à construire leur reconnaissance des mots et leur vocabulaire, explique Robert Bernard. Nous nous concentrerons avant tout sur la conversation de base que l'on peut avoir à la maison, avec les amis et la famille. »

DATES DES ATELIERS ET MODALITÉS D'INSCRIPTION

Pour s'inscrire à l'un de ces ateliers Langue et culture de deux jours gratuits, rendez-vous ici : tinyurl.com/yyy94p76

Un tirage au sort aura lieu parmi les inscriptions pour déterminer les participants. Les ateliers sur deux jours et gratuits d'Initiation à la langue et à la culture mi'kmaq se dérouleront :

Les 19 et 20 novembre à Grand Falls-Windsor au Centre de la nature du ruisseau Corduroy de 9:30 à 16:00.

Les 21 et 22 novembre à St. George's au Centre d'amitié autochtone People of the Dawn de 9:30 à 16:00.

Dates à déterminer à Corner Brook. Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer (en anglais) avec Nicole Travers à ntravers@qalipu.ca ou composer le (709) 634-4706.

iDESIGN

Votre solution complète de conception graphique et d'impression

709.364.3333 |  
idesign@nl.rogers.com | www.idesignservices.ca

PUBLIREPORTAGE



DU TRAVAIL SOCIAL AU RÉSEAU SANTÉ EN FRANÇAIS

LISE RICHARD

DIRECTRICE DU RÉSEAU SANTÉ EN FRANÇAIS | TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR



L'Acadienne Lise Richard ne traite aucun patient, mais depuis son arrivée à Saint-Jean, en juin 2019, elle travaille au quotidien pour assurer l'accès à des services de santé en français dans la province.

Native de Dieppe, au Nouveau-Brunswick et diplômée en travail social de l'Université de Moncton, Lise Richard a consacré les dix premières années de sa carrière à veiller à la protection des enfants au sein de la fonction publique néo-brunswickoise. Puis, cap vers Toronto où elle a mis son empathie pendant plus de cinq ans au service des jeunes et des parents qui font appel à l'organisme Jeunesse J'écoute pour obtenir de l'aide.

Nouveau déménagement, cette fois, à Ottawa, avec sa partenaire étudiante en droit. Lise intervient pendant plus de 15 ans auprès des femmes et des enfants victimes de violence. Un nouveau poste en gestion de programme oriente « mon parcours de travailleuse sociale vers la gestion de projets, ce qui caractérise mes emplois depuis plus

de 10 ans » résume-t-elle. Elle exercera aussi ses habiletés de mener des projets comme coopérante internationale au Cameroun (2011) et à la Barbade (2012).

TNL DANS LE DÉCOR

C'est dans le cadre de son travail au sein de la Société Santé en Français, à Ottawa qu'elle se familiarise avec les besoins en santé des communautés francophones en situation minoritaire au Canada. Notamment, à l'occasion d'une tournée provinciale de lancement du Répertoire des professionnels de santé d'expression française et du nouveau Passeport Santé à TNL (outil linguistique), elle « tombe en amour » avec la province. « Quand j'ai vu que le poste de coordination du RSF était à combler, j'ai postulé, et je vis et travaille ici depuis juin dernier, avec plaisir », dit-elle.

Depuis son arrivée, Lise Richard multiplie les rencontres avec de nombreux partenaires du RSF TNL: décideurs, gestionnaires et professionnels de santé, l'Université Memorial et membres des communautés francophones de la province. « Mon travail consiste à influencer le développement de services de santé en français, d'outiller et d'appuyer ceux et celles qui en dispensent et également, d'inciter les francophones à exprimer et faire valoir leurs besoins », explique-t-elle. En partenariat avec Saint-Pierre-et-Miquelon, le RSF soutient aussi l'accès aux services en

français de cette population qui reçoit régulièrement des services de santé sur Saint-Jean de Terre-Neuve.

ACCÈS CRUCIAL

Fil conducteur de toutes ces interventions : faire comprendre combien il est important d'offrir l'accès à des services en français à ceux et celles qui en ont besoin, qu'ils soient préventifs ou curatifs. « Il y a des personnes dans la province qui ne maîtrisent pas l'anglais. Si les pourvoyeurs de services et les gens recevant les services ne se comprennent pas, cela veut dire, dans les faits, que certaines personnes sont privées du droit aux services de santé tout court », résume-t-elle.

Tout en étant consciente que plusieurs francophones d'ici parlent l'anglais, Lise Richard tient également à souligner que « quand on est malade, on n'est pas bilingue! On revient à notre première langue », dit-elle. Voilà pourquoi le RSF met beaucoup d'efforts pour inciter les gestionnaires de la santé vers l'organisation des services de santé bilingues, et à diffuser, via le Répertoire en ligne des professionnels de santé et cette chronique, des portraits de ces gens qui prennent soin de nous en français.

Le RSF a bien d'autres projets dans la mire: à surveiller en 2020.



Le travail du Réseau santé en français de TNL est rendu possible grâce à l'appui de Santé Canada par l'intermédiaire de la Société Santé en français.

Vous connaissez des professionnels de santé d'expression française à Terre-Neuve-et-Labrador? Contactez-nous!

709 800-4502 Sante@fftnl.ca www.francotnl.ca/RepertoireSante



QUEL JARGON!



Illustration : Marie-José Mahé
Histoire de la langue
française au Québec.

TEXTE ET ILLUSTRATION

Marie-José Mahé

- Papa, papa ! On a un nouvel élève dans la classe et il ne parle que du jargon. Personne ne comprend un mot de ce qu'il dit. Le professeur nous dit qu'il est francophone mais ce n'est pas vrai. Je ne sais pas où elle a été chercher ça. Vraiment papa, des fois je pense que notre professeur nous dit n'importe quoi.
- Ah bon ? Dit papa d'un air très étonné. Peut-être qu'il vient d'un pays d'Europe ou d'Afrique et qu'il a un accent différent alors c'est pour cela que tu ne le comprends pas.
- Non, je t'assure, répond Clarisse. Notre voisin vient du sud de la France et il parle avec un très gros accent méditerranéen. Et d'ailleurs, il me fait bien rire avec sa façon de rajouter des "e" à presque tous les mots. ... Mais je comprends quand même ce qu'il veut dire. Mais ce garçon-là, je n'ai aucune idée de ce qu'il nous raconte.
- Alors il a peut-être un défaut de langue, quelquefois, les gens ont du mal à prononcer les mots à cause d'une malformation de la langue ou de la bouche, ou alors, ils bégaiement.
- C'est quoi « bégaiement » ? demande Clarisse.
- Bégayer c'est quand on n'arrive pas à bien prononcer les mots et qu'on répète les mots ou les syllabes plusieurs fois avant de les dire. Par exemple, on peut dire : « Jjjje, mememem'appelle Clclcla...risse ».
- Tu es drôle papa. Il ne parle pas comme ça du tout de toute façon. Mais je pense que tu as raison, il doit avoir la langue pleine de bosses et de trous, ou peut-être même qu'il lui manque un morceau. Maman ayant entendu un peu de la

conversation, entre dans la pièce et demande à Clarisse ce qu'il se passe.

- Nous avons un nouvel étudiant, dit Clarisse et je ne comprends rien de ce qu'il dit. Il dit des choses comme : « Fait dont ben frette icitte asteur » ou alors « chuis ben magané moé là »
- On ne comprend rien de ce qu'il dit, ou alors presque rien. Des fois il dit des vrais mots qui sont français mais pas souvent. Maman se met à rire mais se demande bien comment expliquer à sa fille qu'il y a des façons de parler très différentes même ici au Canada.
- Eh bien Clarisse, je pense que ton nouvel étudiant vient de la province de Québec car dans bien des endroits au Québec, comme partout dans le monde d'ailleurs, les gens ont une façon de parler bien à eux. Tu vois, moi, je comprends tout ce que tu viens de me dire parce que j'ai habité longtemps là-bas. Il a simplement dit : « il fait bien froid ici en ce moment » car frette veut dire froid et asteur veut dire « à cette heure-ci », donc « maintenant ». Et « chuis ben magané moé là » veut dire : je suis en bien mauvaise forme moi. Le mot « magané » vient de l'ancien français qui voulait dire : « blessé ». Il est aujourd'hui utilisé pour dire que quelque chose ou quelqu'un est abîmé ou usé.
- Ah bon ? Toute surprise de la réaction de sa mère, Clarisse la regarde avec de grands yeux.
- Au Québec, continue maman, les gens ont eu beaucoup de difficulté à garder leur langue française au fil des ans. L'histoire de cette province est remplie de conflits, de guerres et de batailles entre les Anglais et les Français. En 1763, les possessions de la France au Canada ont été remises à la Grande Bretagne avec le

Traité de Paris et la partie française du Canada qui s'appelait à cette époque, la Nouvelle-France, a été obligée de suivre les règlements du nouveau gouvernement anglais.

- Pendant très longtemps, les Canadiens-français ont été obligés d'apprendre l'anglais et on leur interdisait même de parler leur langue. Les francophones étaient punis et même quelquefois mis en prison, battus ou tués s'ils parlaient français devant les soldats anglais. Ils ont eu bien du mérite de vouloir continuer à garder leur langue française en cachette et en secret.
- Les gens étaient si méchants que ça ? demande Clarisse toute étonnée et triste d'entendre cette histoire.
- Eh oui, continue maman. C'était il y a bien longtemps et la vie était très dure, surtout pour les francophones. Quand ils ont continué à parler français en cachette, ils ont dû le faire sans éducation, sans école pour leurs enfants, sans livre et la langue française était un peu différente que celle qu'on parle aujourd'hui. On l'appelle le "vieux français". Petit à petit, de générations en générations, cet ancien français a été transmis parfois mélangé avec des mots venant de la langue anglaise.
- Mais tout le monde ne parle pas comme ça au Québec, dit Clarisse, à la télévision, il y a beaucoup de gens qui sont plus faciles à comprendre.
- C'est vrai dit maman, c'est comme s'il y avait deux langues au Québec : le français moderne qui s'approche de celui de la France et le Québécois qui est très local et dont les gens sont fiers.
- Pourquoi sont-ils fiers de parler comme ça ? Demande Clarisse.

- Tout simplement parce-que cela fait partie de leur histoire et de leur identité. Cela montre qu'ils se sont battus avec courage pour garder leur langue. Le Québécois est unique. Tu sais, continue maman, un peu partout dans le monde il y a des dialectes qui sont parlés par des groupes différents dans un même pays. Regarde ici par exemple : si tu vas dans certaines parties de Terre-Neuve, les gens utilisent des accents et des expressions bien différentes de ce qui est parlé ici à Saint Jean.
- C'est vrai dit papa. Mon ami Harry est bien difficile à comprendre quelquefois. Il vient du sud de la Péninsule d'Avalon. Clarisse commence à comprendre mais elle se demande bien comment elle va se lier d'amitié avec ce nouvel élève s'ils ne peuvent pas se parler. En y réfléchissant bien, il lui vient une idée de génie.
- Maman, toi qui a habité au Québec et toi qui comprends cette langue... Voudrais-tu me l'apprendre ?
- Pas de problème ! dit maman. Mais j'ai encore une bien meilleure idée : invite-le ici et je vous aiderai à communiquer. De plus, je vais demander à ton professeur si je peux aller parler de cela en classe et ensemble vous pourrez apprendre cette belle langue qu'est le québécois.
- Formidable ! crie Clarisse. Tu es trop « cool » maman !
- Attention ! dit maman en riant. « Cool » n'est pas français. alors toi aussi, tu parles une langue qui a bien voyagé. Clarisse regarde papa d'un air bien gêné. Elle est quand même bien contente d'avoir compris la situation. Demain, se dit-elle, elle va aller trouver le « nouveau » et elle va commencer sa nouvelle aventure que sera d'apprendre cette belle langue du Québec.